

## AGROALIMENTAIRE

# Plaidoyer pour la protection des entreprises algériennes

**L'optimisme règne chez les patrons si l'on doit se fier aux propos d'Abdelwahab Ziani, le président de la fédération agroalimentaire et de la Confédération des industriels et des producteurs algériens (CIPA).**

Bien sûr que le terrain est encore semé d'embûches puisque les investisseurs «souffrent encore à cause de la lourdeur de la machine bureaucratique», mais désormais c'est à un tout autre environnement que les entrepreneurs auront à faire, depuis qu'il a été décidé que cinq ministères et les wilayas soient impliqués sous la tutelle du Premier ministre pour accompagner les entrepreneurs notamment pour «débureaucratiser là où ça bloque», pour reprendre les mots d'Abdelwahab Ziani, l'invité de la rédaction de la Chaîne 3, hier.

L'instauration du Comité de suivi par le Premier ministre, il y a de cela deux jours, semble détenir tous les arguments pour rassurer les investisseurs et surtout donner des gages pour que les bonnes intentions des hommes d'affaires ne se heurtent plus à cette bureaucratie qui fait que «pour qu'un entrepreneur arrive à réunir la paperasse nécessaire, cela requiert entre

un et cinq ans». Ce sont là des signes forts des pouvoirs publics en direction des investisseurs auxquels il tardait de voir l'administration aller au même rythme que l'entreprise.

Des signes forts, selon le président de la CIPA, qui restent à traduire par des actes concrets afin que soient levées les entraves administratives, bancaires et autres. Il semble que les assurances de Sellal en direction des syndicats des patrons lors de la toute dernière tripartite, ont fait leur effet chez Abdelwahab Ziani et ses amis qui attendent maintenant des actes pour «réduire toutes les importations sauvages». Pour ce faire «il va falloir ériger des barrières tarifaires pour bloquer tous ces produits qui nous envahissent de partout», préconise le président de la fédération agroalimentaire pour aider l'entreprise à reconquérir son marché naturel. L'entreprise algérienne a perdu plus de 60 % de sa part du marché national.

L'intention est également de ramener les entreprises du circuit parallèle au marché formel, tout en se décidant enfin à segmenter, filialiser surtout dans les secteurs d'activité touchant des produits stratégiques, comme le blé et le lait, parce que la saturation de certaines activités, à l'instar des minoteries et des laiteries donc, fait que désormais il n'y a rien à gagner en accordant des avantages fiscaux à ce genre d'activité.

Pour revenir aux barrières tarifaires et le balisage du terrain en faveur de l'entreprise algérienne engagée dans la reconquête de sa part de marché, le président de la CIPA et de la fédération agroalimentaire dit s'inspirer de ce qui se fait par exemple en Europe. «Quand j'ai vu leur mécanique, comment ils se protègent, c'est pire que du protectionnisme» et à ce titre, conseille-t-il, il n'y a pas d'état d'âme à nourrir si l'on doit passer par des mesures protectionnistes pour la survie de l'entreprise algérienne qui, malgré tout, arrive à s'en sortir, comme l'indiquent les chiffres de l'année dernière, une année 2016 qui n'a



Photos : DR

**Les entreprises algériennes ont perdu 60% de leur part de marché.**

pas été comme beaucoup pouvaient le craindre.

En effet, selon Abdelwahab Ziani, les entreprises algériennes ont réussi une expansion de leur chiffre d'affaires de 17 %, et si l'on doit se fier à son optimisme, le taux de croissance projeté, c'est-à-dire 5%, pourrait être atteint avant 2020. Quoi qu'il en

soit, aujourd'hui, l'entreprise algérienne est en effervescence et cela constitue «notre grande chance de récupérer notre part de marché» d'autant plus que le Premier ministre s'est mis à la disposition des syndicats patronaux, a assuré l'invité de la rédaction de la Chaîne 3.

**M. Azedine**

## M'SILA

### 50 millions de centimes d'amende contre un militant de la Laddh pour outrage au président de la République

La cour de M'sila statuera le 18 avril prochain sur l'affaire de l'offense sur Facebook et le blog Hogra.centreblog au président de la République Abdelaziz Bouteflika, après que l'accusé M. Amroune Layachi ait déposé une opposition contre le jugement prononcé le 15 juin dernier.

Le bureau des droits de l'Homme (Laddh) de M'sila, aile Benissad dénonce le verdict prononcé par le tribunal de M'sila en date du 15 juin 2016 à l'encontre et en l'absence de son activiste M. Amroune Layachi pour outrage à l'honneur du président de la République, lui infligeant une pénalité d'un montant de 50 millions de centimes avant de déposer une opposition en date du 13 mars 2017.

A signaler que le parquet a requis 100 millions de centimes et un an de prison ferme.

Selon les différentes étapes, l'accusé est poursuivi pour avoir rédigé une offense dans son compte Facebook et le blog Hogra.centreblog «Quand Bouteflika sera chassé du palais d'El Mouradia comme il l'a été à Boumerdès», selon le communiqué du bureau de la Laddh de M'sila qui explique que M. Amroune Layachi n'a fait que partager dans son compte du réseau social la vidéo montrant le mauvais accueil et l'agressivité des citoyens envers le président de la République lors de sa visite dans la wilaya de Boumerdès frappée d'un tremblement de terre en l'an 2003. Comme il a été accusé pour avoir écrit sur la situation du pays et contre les cadres de l'Etat selon l'attendu du verdict du 15 juin 2016.

A rappeler que le réseau Hogra.centreblog compte 4 369 articles publiés depuis la date de sa création du 22 juillet 2008 jusqu'à ce jour décrivant les différents cas d'injustice et de corruption enregistrés en Algérie.

Quant à l'activiste Amroune Layachi, le bureau de la Laddh de M'sila voit qu'il est victime d'un lobby de corruption constitué parmi les responsables locaux agissant à M'sila, voulant le faire taire après avoir dénoncé leur dangereux dépassement. A cet effet, le bureau de la Laddh aile Nour-Eddine Benissad déplore ces actes trompeurs à la justice contre Amroune Layachi et la fausse explication et interprétation de l'usage du réseau social, selon le communiqué de la Laddh.

**A. Laïdi**

## QUELQUE 60 EXPOSANTS SONT ATTENDUS

### Le 4<sup>e</sup> Salon de la sous-traitance se tiendra du 3 au 6 avril 2017

**La quatrième édition du Salon national inversé de la sous-traitance (Sanist 2017) se tiendra du 3 au 6 avril 2017 au Palais des expositions des Pins-Maritimes, à Alger. Quelque 60 exposants sont attendus à ce rendez-vous incontournable pour les donneurs d'ordres aussi bien que les receveurs d'ordres.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Le salon est organisé par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) avec la collaboration de la Safex, des Bourses régionales de sous-traitance (du Centre, de l'Est, de l'Ouest et du Sud) et de l'Andi.

Les organisateurs expliquent que le concept de salon inversé est utilisé de par le monde principalement dans le domaine de la sous-traitance. «Un salon classique est un espace physique où se rencontrent des fournisseurs et des acheteurs. Dans le cas du Sanist, qui est un salon inversé, les exposants sont les acheteurs et exposent leurs besoins en achats de produits, fournitures ou services et les visiteurs sont les vendeurs et viennent au salon pour prendre connaissance des besoins des acheteurs et tenter d'y répondre», a expliqué Rachid Sai, directeur de l'anima-



**Le Sanist est réservé aux industriels et prestataires de services nationaux.**

tion et du développement de l'entreprise à la Caci, lors d'une conférence de presse tenue hier à Alger.

Le Sanist est réservé exclusivement aux industriels et prestataires de services nationaux, n'acceptant aucune présence directe ou indirecte d'entreprises ou de fournisseurs étrangers, a indiqué, de son côté, Agsous Kamel, président de la Bourse algérienne de la sous-traitance et du partenariat.

Il s'agit, selon Haddi Djouher, représentante du ministère de l'Industrie, à travers l'organisation de ce salon, de contribuer à la traduction concrète des orientations des plus hautes autorités du pays visant particulièrement la promotion et le développement de l'intégration industrielle et de la production nationale. Ainsi, elle a rappelé les mesures

prises par les pouvoirs publics en faveur de la sous-traitance à travers notamment les dispositions contenues dans la loi de finances 2017 (JO n°77 du 29 décembre 2016- article 110) qui exempte des droits de douane et de TVA les composants et matières premières importés ou acquis localement par les sous-traitants dans le cadre de leurs activités de production d'ensembles et de sous-ensembles destinés aux produits et équipements des industries mécaniques, électroniques et électriques.

A noter que ce salon intervient dans une conjoncture marquée par la politique du gouvernement visant à diversifier l'économie nationale en dehors des hydrocarbures, et par la réduction de la facture de l'importation.

**Y. D.**